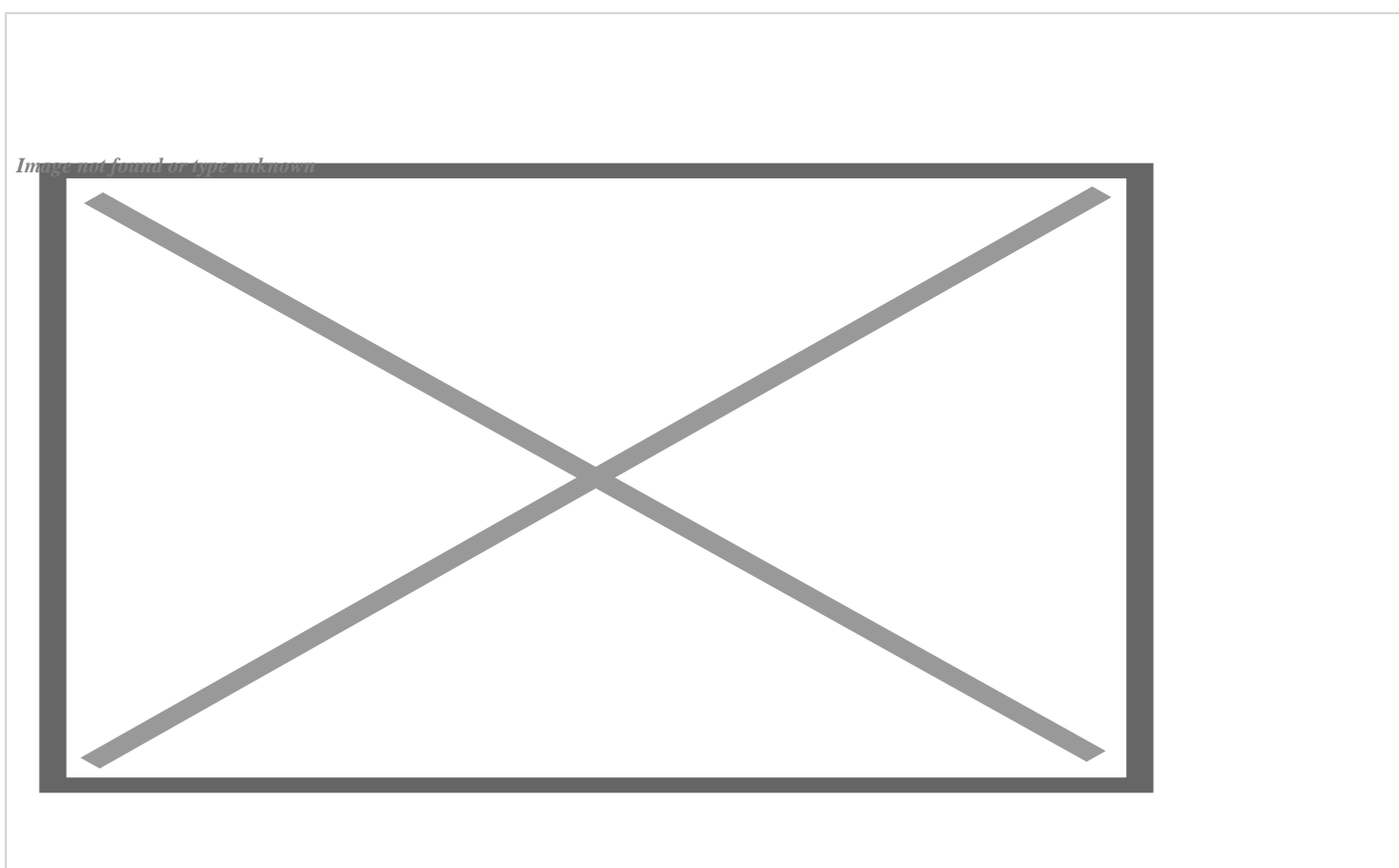


L'économie mondiale en 2024 et les perspectives pour 2025 : les conséquences pour Cuba (première partie)



Auteur : José Luis Rodríguez

e nombreuses personnes - spécialistes ou non - affirment que 2024 peut être décrite comme une année terrible, au cours de laquelle l'incertitude et l'insécurité se sont répandues à l'échelle mondiale. Et ils n'ont pas tort.

Le contexte dans lequel s'inscrit l'année qui s'achève ne présente des signes favorables dans aucune des dimensions que l'on peut souhaiter considérer.

Ainsi, tout d'abord, en 2024, le monde a pu constater que la détérioration de l'environnement se poursuit et que les tentatives, lors des réunions internationales successives, d'adopter des mesures visant à atténuer les effets de la catastrophe, qui prend de l'ampleur, ont échoué. Pour démontrer ces effets négatifs, il suffit de savoir que 2024 est l'année la plus chaude de l'histoire, du moins depuis que l'on tient des registres, et que les effets du réchauffement climatique sont de plus en plus présents dans l'intensité des catastrophes naturelles et les changements brusques de température. Mais rien n'indique que les principales causes de cette réalité fassent leur part pour la changer ou au moins en atténuer les effets.

Deuxièmement, la perte de l'hégémonie économique relative du monde capitaliste développé, et des États-Unis en premier lieu, est visible. S'il est vrai que la première puissance mondiale conserve un pouvoir énorme, depuis des années, sa domination est de plus en plus contestée dans la sphère économique par la Chine, contre laquelle une guerre économique de plus en plus intense est menée, mais sans parvenir à stopper la progression du géant asiatique dans la compétition économique internationale.

Cette perte de pouvoir hégémonique peut également être observée dans la dynamique du multilatéralisme dans l'économie mondiale, avec le développement des BRICS+ en tant que concurrent de plus en plus important.

Troisièmement, la lutte pour maintenir l'hégémonie absolue perdue ne se déroule pas simplement sur les marchés, car aujourd'hui une guerre est menée dans laquelle les conflits militaires réels, qui visent à regagner l'espace perdu par la force des armes, sont associés à la guerre économique[1]. Ces guerres dites hybrides trouvent dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ou plutôt dans le conflit entre l'OTAN et la Russie qui se déroule sur le territoire ukrainien, le meilleur exemple de ce qui est en train de se passer. Bien sûr, cela ne se fait pas sans conséquences dangereuses, tout d'abord avec l'augmentation à des niveaux records des dépenses militaires, qui ont atteint 2 trillions (millions de millions) 243 milliards de dollars en 2023, et où il y a eu un changement dans les forces alignées pour les guerres actuelles et futures. Ainsi, les États-Unis (916 milliards de dollars), la Chine (296 milliards de dollars), la Russie (109 milliards de dollars), l'Inde (83,6 milliards de dollars) et - en huitième position - l'Ukraine (64,8 milliards de dollars) sont les plus grands dépensiers[2]. En 2025, les dépenses militaires des États-Unis s'élèveront à 895 milliards de dollars et celles de la Russie à 140 milliards de dollars[3]. Les résultats concrets de l'évolution des dépenses militaires en 2025 sont les suivants.

Les résultats concrets de l'évolution de l'économie mondiale montrent en 2024 les effets de l'incertitude et des tensions qui s'accroissent potentiellement cette année.

La première chose à noter est que - selon les projections de la Banque mondiale[4] - les prévisions de croissance pour 2024 et 2025 sont de 2,6 %, ce qui est inférieur à la vision plus optimiste du FMI. Ce point de vue de la Banque mondiale peut être particulièrement valable si l'on tient compte des derniers développements géopolitiques à la fin de 2024, en particulier l'agressivité accrue d'Israël dans le conflit au Moyen-Orient, y compris le renversement du gouvernement syrien. À cela s'ajoutent l'intensification de la guerre en Ukraine et les déclarations agressives du président Donald Trump en matière de politique étrangère.

Cependant, même sur la base des calculs du FMI, cette évolution[5] met en évidence le fait que la maigre croissance de l'économie mondiale en 2024 repose - essentiellement - sur les économies dites émergentes et en développement, tandis que les pays capitalistes plus développés - à l'exception des États-Unis - sont confrontés à de très faibles niveaux de croissance du PIB, et que même l'Allemagne, qui est la principale économie européenne, diminue en 2023 et ne croît pas en 2024. - Cette situation est particulièrement affectée par les sanctions mises en œuvre par l'Occident contre la Russie, qui ont fermé le marché européen à la vente de carburant russe résultant de la guerre en Ukraine, ce qui a augmenté le coût du gaz importé, atteignant des prix beaucoup plus élevés que ceux auxquels le gaz russe pouvait être acheté auparavant. Tout cela a également montré le niveau de soumission à la politique américaine

de la part de l'Union européenne, dont l'économie se trouve dans une profonde dépression, en grande partie à cause des conséquences de la guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine[6]. Dans le cas des États-Unis, l'Union européenne se trouve dans une profonde dépression depuis la fin de la guerre froide.

Dans le cas des États-Unis, plusieurs économistes considèrent que les résultats obtenus par leur économie sont surestimés, dans la mesure où la spéculation boursière pèse lourdement sur eux, mais pas l'économie réelle, qui est confrontée à un processus notable de perte de compétitivité, en particulier dans le secteur industriel[7]. Dans les résultats de l'économie mondiale au cours des dernières années, l'économie américaine est en déclin.

Dans les résultats de l'économie mondiale en 2024, les économies asiatiques se distinguent, en particulier la Chine et l'Inde, qui connaissent des taux de croissance élevés depuis des années. Pendant ce temps, les résultats des pays en développement continuent de montrer les conséquences de la crise, étant donné les taux élevés d'endettement, qui ont déjà atteint 8 800 milliards de dollars en 2023, avec un paiement du service de la dette de 406 milliards de dollars, paiements qui sont couverts par une politique fiscale restrictive qui conduit à une réduction des dépenses en matière d'éducation et de santé, entre autres éléments essentiels pour le développement.

D'autre part, l'économie mondiale a enregistré une réduction d'environ 6 % des prix des carburants et de 9 % des prix des denrées alimentaires d'ici 2024, bien qu'il y ait encore de nombreuses différences entre les régions et qu'il y ait encore de fortes tensions et ruptures dans les chaînes d'approvisionnement logistiques et les chaînes de valeur mondiales. D'ici 2025, une nouvelle réduction de 6 % des prix des carburants et de 4 % des prix des denrées alimentaires est prévue[8] En bref, bien que la Banque et la Banque mondiale aient toutes deux formulé un certain nombre de recommandations pour l'avenir, la crise alimentaire mondiale n'est pas encore terminée.

En somme, bien que tant la Banque mondiale que le FMI redoublent d'efforts pour mettre en avant les résultats positifs de l'économie mondiale et - en général - des processus de développement, les données disponibles réfutent ces perspectives favorables. Ainsi, la Banque mondiale elle-même a noté que « dans ce contexte, une action mondiale décisive et des efforts politiques nationaux sont nécessaires. Au niveau mondial, les priorités comprennent la sauvegarde du commerce, le soutien aux transitions verte et numérique, l'allègement de la dette et l'amélioration de la sécurité alimentaire"[9] Le FMI lui-même, pour sa part, a déclaré que ce n'était pas suffisant.

Le FMI lui-même souligne que le taux de croissance dont il fait état « ...est le plus faible depuis des décennies et que les risques de dégradation augmentent et dominent les perspectives »[10][11].

En outre, on ne peut passer sous silence les multiples impacts sociaux qui, selon divers rapports récents du système des Nations unies, révèlent que 40 % des pays se trouvent dans une situation vulnérable en raison de leur niveau d'endettement ; 1,1 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle et 712 millions dans l'extrême pauvreté ; 864 millions sont confrontés à une grave insécurité alimentaire et 733 millions souffriront de la faim en 2023. D'autre part, les niveaux d'inégalité dans le monde augmentent et rien qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes - la région où les inégalités sont les plus fortes - les 50 % les plus pauvres de la population reçoivent 10 % des revenus, tandis que les 10 % les plus riches reçoivent 55 % des revenus.

II

Tout ce qui précède montre que les perspectives pour 2025 restent soumises essentiellement aux mêmes incertitudes et risques qu'en 2024. Par conséquent, même si les mêmes taux de croissance du PIB sont maintenus pour cette année, les défis auxquels l'économie mondiale sera confrontée en 2025 pourraient être plus importants.

Parmi les défis à relever, les suivants se distinguent, selon divers analystes[11]. La grande crise financière de 2008 n'a pas été le résultat d'une crise économique.

La grande crise financière de 2008 n'a pas été surmontée et ses effets se sont fait sentir à nouveau en 2024, une situation qui ne semble pas pouvoir être surmontée en 2025.

Les conflits en cours les plus importants : la guerre entre l'OTAN et la Russie ne devrait pas trouver de solution négociée à court terme, de sorte que ses effets néfastes sur l'économie mondiale se poursuivront - et pourraient même s'aggraver en 2025 en cas d'escalade du conflit. De même, la guerre d'Israël contre la Palestine, qui s'est étendue à l'ensemble du Moyen-Orient, pourrait déboucher sur un conflit d'une plus grande ampleur et d'une plus grande intensité, dont les effets se feraient particulièrement sentir sur l'économie pétrolière mondiale. Enfin, l'ingérence des États-Unis à Taïwan, dans le cadre de leur confrontation avec la Chine, reste un axe potentiellement dangereux.

La politique économique annoncée par Donald Trump - si elle est mise en œuvre telle qu'elle a été formulée jusqu'à présent - aura un fort impact sur l'économie mondiale d'ici 2025. Cette politique consiste à augmenter les droits de douane pour tenter de freiner la concurrence internationale et ses effets sur l'économie américaine, ce qui pourrait conduire à une guerre commerciale généralisée avec des effets très négatifs pour l'économie mondiale, à commencer par les alliés stratégiques des États-Unis, mais aussi pour l'Amérique du Nord. D'autres pays seront également touchés par la manière dont l'immigration est freinée, la révision et la remise en question des accords de coopération internationale et d'intégration économique, une politique fiscale restrictive et discriminatoire au sein même des États-Unis, et une politique négative en matière de lutte contre le changement climatique[12]. Le développement de la Chine se poursuivra dans les années à venir.

Le développement de la Chine se poursuivra en 2025, avec un poids plus important de la consommation intérieure et l'intensité de l'innovation technologique. La compétitivité du géant asiatique continuera à se consolider grâce au développement technologique et à la participation de la Chine en tant qu'élément clé des BRICS+ et de la Route de la soie, en particulier en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine. La guerre économique en cours avec les États-Unis et son impact dépendront en grande partie de la position du gouvernement américain sur la question en 2025, en particulier sur la politique tarifaire, ainsi que de la réponse du gouvernement chinois à ces attaques.

Les taux d'inflation se sont modérés en 2024, mais n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant la crise de 1929, et encore moins atteint l'objectif de 2 % initialement prévu à ce stade. Augmenter les taux d'intérêt pour continuer à lutter contre l'inflation est un risque qui alimenterait la crise actuelle de la dette extérieure dans les pays en développement et pourrait avoir un impact négatif sur les prix.

La transition vers une numérisation avancée et le développement de l'intelligence artificielle (IA) continueront de progresser en 2025. Cependant, les effets de l'introduction de l'IA et de la robotique impliquent des conflits sur le marché du travail qui peuvent entraîner de nouvelles tensions sociales en raison du chômage qu'ils provoquent et une nouvelle détérioration du niveau de vie des travailleurs, ce qui a des implications sociales et politiques.

Enfin, les phénomènes démographiques continueront d'exercer une forte influence sur l'économie en 2025. D'une part, la réduction de la population jeune et le vieillissement de la population dans les pays les plus développés ont entraîné - jusqu'à présent - le recours aux migrants, un facteur qui ne peut être compensé - du moins avec les éléments disponibles aujourd'hui - par l'introduction de l'IA et de la robotique d'une manière massive et économiquement durable.

Le scénario économique international complexe décrit ci-dessus a un impact transversal sur tous les pays, y compris Cuba.

(à suivre)

Bibliographie

Ahora Mundo (2024) « La economía mundial en 2025 : un año de incertidumbre » 28 décembre 2024
www.ahoramundo.com.doc

Cobarrubia, Faustino (2024) « US Economy : Between Electoral Yearnings and Objective Reality » in « Summary of World Economic Developments in the First Half of 2024 » August 2024 www.ciem.cu

Deutsche Welle (2024) « Top 5 Challenges for the World Economy in 2025 » 27 décembre 2024
www.dw.com.doc

The New York Journal (2024) « The Economist lance The World Ahead 2025, avec des prédictions pour

l'année à venir » 22 novembre 2024 www.eldiariony.com

EURONEWS (2024) « Putin approves record military spending : Russia needs more money to win in Ukraine » 1er décembre 2024 www.es.euronews.com.doc

FMI (2024) « Perspectives de l'économie mondiale » octobre 2024 www.imf.org

LISA (2024) « Analyse prospective des 7 grandes tendances de 2025 » 23 décembre 2024 www.lisanews.org

Roberts, Michael (2024) « Prévisions 2025 : économie rugissante ou tiède ? » 31 décembre 2024 www.thenextrecession.worldpress.com

SIPRI (2024) « World Military Expenditure 2023 » avril 20 2024 www.sipri.org

SPUTNIK (2024) « U.S. Military Budget 2025 » 29 décembre 2024 www.noticiaslatam.lat

Banque mondiale (2024) « Global Economic Prospects » juin 2024 www.openknowledge.worldbank.org

Banque mondiale (2024a) « Commodity Markets Outlook » octobre 2024

www.openknowledge.worldbank.org

[1] Bien que les estimations divergent, on estime aujourd'hui que plus de 18 400 sanctions ont été mises en œuvre à l'encontre de personnes physiques et morales liées à la Russie. Cependant, les personnes sanctionnées ont également subi des pertes importantes dans leurs économies et, d'autre part, la Russie a été en mesure de neutraliser l'impact de nombreuses sanctions qu'elle a reçues, bien que les analystes occidentaux soulignent qu'elle ne sera pas en mesure de les supporter à long terme. Mais cela reste à voir dans la réalité.

[2] Voir SIPRI (2024) Les dépenses militaires ukrainiennes sont largement couvertes par l'aide occidentale.

[3] Voir SPUTNIK (2024) et EURONEWS (2024).

[4] Voir Banque mondiale (2024).

[5] Voir Roberts (2024) et FMI (2024).

Le coût direct du soutien des pays européens à l'Ukraine peut être estimé à plus de 130 milliards d'euros à l'heure actuelle[7].

[Il convient de noter que, selon Trump, ce problème devrait être résolu par un protectionnisme fort à l'encontre de tous ceux qui sont plus compétitifs que les États-Unis à l'heure actuelle, une thèse très discutable et entachée de subjectivisme. Voir Roberts (2024) et Cobarrubia (2024).

[8] Voir Banque mondiale (2024 et 2024a).

[9] Voir Banque mondiale (2024).

[10] Voir FMI (2024).

[11] Voir Now World (2024), Deutsche Welle (2024), The Daily New York (2024), Roberts (2024) et LISA (2024).

[La pratique dira le dernier mot, mais plusieurs auteurs considèrent qu'il est très difficile que la politique proposée par Trump soit effectivement mise en œuvre telle qu'elle a été annoncée jusqu'à présent.

(Source Cubadebate)



Radio Habana Cuba